

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

OCTOBRE 2018

ARST_2018_127	POSE_ECHAFAUDAGE_RUE_DES_ANEMONES_ SOPREMA_DU 04.10.18 AU 14.12.18	1-2
ARST_2018_128	TRAVAUX_SIGNALISATION_RUE_DE_MARSANNAY_ SOCATER_DU 01.10.18 AU 05.10.18	3-4
ARST_2018_129	POSE_NACELLE_RUE_DAGUERRE_JOLY	5-6
ARST_2018_130	INTERDICTION_TERRAIN_INONDE_STADE_LEO_ LAGRANGE_DU 04.10.18 AU 14.10.18	7
ARST_2018_131	TRAVAUX_GAZ_100_AVENUE_CARRAZ_SCUB_DU 17.10.18 AU 19.10.18	8-9
ARST_2018_132	INTERDICTION_CIRCULATION_RUE_ST_EXUPERY_ CONCERT_DADJU_CEDRE_12.10.2018	10-11
ARST_2018_133	GRUTAGE_16_RUE_DES_ANEMONES_SOPREMA_DU 15.10.18 AU 14.12.18	12-13
ARST_2018_134	RESERVATION_PLACES_BUS_VOYAGE_RUE_ARMAND_ THIBAUT_12.10.2018	14-15
ARST_2018_135	STATIONNEMENT_RESERVE_POUR_CAMION_GRAVATS_ LEBAULT_RUE_SALENGRO_12.10.2018 ET DU 17.10.18 AU 19.10.18	16-17
ARST_2018_136	PHARMACIE_STATIONNEMENT_BD_VALENDONS	18-19
ARST_2018_137	TRAVAUX_FAUCHET_51_RUE_DE_MARSANNAY_ BRANCHEMENT_ENEDIS_STATIONNEMENT	20-21
ARST_2018_138	TRAVAUX_FAUCHET_51_RUE_DE_MARSANNAY_ BRANCHEMENT_ENEDIS_CIRCULATION_18.10.2018	22-23
ARST_2018_139	TRAVAUX_SNCTP_89B_RUE_MAXIME_GUILLOT_ BRANCHEMENT_GAZ_CIRCULATION_DU 19.10.18 AU 26.10.18	24-25
ARST_2018_140	TRAVAUX_SNCTP_89B_RUE_MAXIME_GUILLOT_ BRANCHEMENT_GAZ_STATIONNEMENT	26-27

ARST_2018_141	TRAVAUX_SCM_BD_PALISSY_ANGLE_RD122_RESEAU_G AZ_CIRCULATION_DU 22.10.18 AU 16.11.18	28-29
ARST_2018_142	TRAVAUX_SCM_BD_PALISSY_ANGLE_RD122_RESEAU_G AZ_STATIONNEMENT	30-31
ARST_2018_143	PROROGATION_ARST_2018_130_INTERD_TERRAIN_ INONDE_LEO_LAGRANGE_FUITE_JUSQU'AU 29.10.18	32
ARST_2018_144	TRAVAUX_CONDUITE_ORANGE_RUE_ST_EXUPERY_ MS2R_DU 15.10.18 AU 19.10.18	33-34
ARST_2018_145	INTERDICTION_STATIONNEMENT_BOL_D'AIR_AUTOMNE_ PLATEAU_DE_CHENOVE_CRD_01.11.2018	35-36
ARST_2018_146	INTERDICTION_STATIONNEMENT_POUR_TRAVAUX_ GAUDRY_GS_FERRY_DU 22.10.18 AU 02.11.18	37-38
ARST_2018_147	TRAVAUX_TRONCON_RUE_HERRIOT_SNCTP_DU 23.10.18 AU 09.11.18	39-40
ARST_2018_148	DEMENAGEMENT_30_RUE_RENAN_ROUGIER_DU 31.10.18 AU 01.11.18	41-42
ARST_2018_149	MANIFESTATION_BIKE_RUN_DIMANCHE_11.11.2018	43-44
ARST_2018_150	INTERDICTION_STATIONNEMENT_ARMISTICE_11.11.2018	45-46

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la pose d'un échafaudage pour la réfection de façade du 2 au 16 rue des Anémones, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement.

ARRÊTE

Article 1 :

La Société SOPREMA est autorisée, dans le cadre des travaux de réfection de façade du 2 au 16 rue des Anémones à occuper le domaine public, et à mettre en place un échafaudage pour ses travaux.

Le stationnement sera strictement interdit au droit des travaux

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 4 octobre 2018 au 14 décembre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la Société SOPREMA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur de la Société SOPREMA,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de confection d'une fouille pour pose de signalisation lumineuses de sécurisation par l'entreprise SOCATER SA, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 32 rue de Marsannay.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SOCATER SA est autorisée à intervenir au droit du 32 rue de Marsannay pour des travaux de confection de fouille pour pose de signalisation lumineuses de sécurisation. Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat. La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 1^{er} octobre au 5 octobre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER SA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER SA, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,
Police Municipale,
DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur les antennes sur pylône, par la mise en place d'une nacelle devant les Sociétés SIAE et AMTEC, par l'entreprise JOLY, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 2 rue Jacques Daguerre.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise JOLY est autorisée dans le cadre des travaux sur les antennes sur pylône, à occuper le domaine public et à mettre en place une nacelle.
Les places des stationnement au droit de cette intervention technique seront neutralisées et réservées afin de maintenir la circulation des véhicules.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 18 octobre au 19 octobre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise JOLY sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise JOLY, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise JOLY,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/10/2018
Qualité : 1er Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant qu'une rupture de canalisation de l'arrosage automatique nécessite une interdiction d'accès du terrain d'honneur (T1) du stade Léo Lagrange

ARRÊTE

Article 1 :

Le terrain d'honneur(T1) du stade Léo Lagrange, inondé sur la partie nord suite à la rupture d'une canalisation d'arrosage automatique, est **interdit d'accès du jeudi 4 octobre 2018 au dimanche 14 octobre 2018 inclus (terrain impraticable)**.

Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD
Date : 04/10/2018
Qualité : 1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz pour GRDF par l'entreprise SCUB, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 100 avenue Roland Carraz.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SCUB est autorisée à intervenir au droit du 100 avenue Roland Carraz, sur trottoir et chaussée, pour des travaux de branchement gaz pour GRDF.
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piétons.
La vitesse sera limitée à 30 km/h.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 17 octobre 2018 au 19 octobre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SCUB sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SCUB, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise SCUB,
GRDF,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 08/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu Le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de l'installation pour le concert de DADJU et le stationnement des camions, le vendredi 12 octobre 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation rue Antoine de Saint Exupéry.

ARRÊTE**Article 1 :**

La circulation sera interdite rue Antoine de Saint-Exupéry, dans la partie comprise entre le bâtiment Hélène Boucher et la rue Armand Thibaut (le long du Centre Culturel Le Cèdre et de l'Esplanade de la République).
La circulation autour du bâtiment Hélène Boucher reste possible.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du vendredi 12 octobre 2018 à partir de 3h00 du matin jusqu'au samedi 13 octobre 2018 à 3h00 du matin.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera fournie par les services techniques et mise en place par les organisateurs sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Affaires Culturelles,
SDIS,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 08/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des déchargements ponctuels de matériaux par un camion grue du 2 au 16 rue des Anémones, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement.

ARRÊTE**Article 1 :**

La Société SOPREMA est autorisée, dans le cadre de déchargements ponctuels de matériaux par camion grue à occuper le domaine public, du 2 au 16 rue des Anémones.
Le stationnement sera strictement interdit au droit des travaux

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 15 octobre 2018 au 14 décembre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la Société SOPREMA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur de la Société SOPREMA,
Police Municipale,
SDIS,
DIEZE,

Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du départ et du retour pour un voyage organisé le 12 octobre 2018, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement, au 33 rue Armand Thibaut (Maison des Aînés).

ARRÊTE

Article 1 :

Un arrêt de bus provisoire est réservé sur le secteur Nord Ouest de la rue Armand Thibaut, à hauteur du n°33, sur une longueur de 80 ml, pour le stationnement de trois bus pour la prise en charge des usagers participant à un voyage organisé.

Cette réglementation impacte le dispositif zone bleue sur cette voie , à titre exceptionnel.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 12 octobre 2018 de 8h00 à 19h00 .

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du transport des usagers.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
CTM,
Police Municipale,
Dossier,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux de M. LEBULT impasse Henri Marc, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement des travaux de M. LEBULT, il convient de réserver les places de stationnement devant le 22 bis rue Roger Salengro pour le stationnement du camion permettant l'évacuation des gravats.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire les :

- vendredi 12 octobre 2018

- du mercredi 17 octobre au vendredi 19 octobre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur LEBULT,
CTM,

Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer l'attractivité commerciale de la Pharmacie du Mail située au 31 boulevard des Valendons à Chenôve, il y a lieu de réserver un emplacement de stationnement dédié spécifiquement à cette Officine.

ARRÊTE**Article 1 :**

Une place de stationnement dédiée à la Pharmacie du Mail est implantée sur le parking public, au droit de la façade Nord de cette Officine.

Article 2 :

Une signalisation verticale et horizontale à l'aide de panneaux réglementaires et de peintures routières sera mise en place par Dijon Métropole, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 3 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale intervenant sur la Commune de Chenôve et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur GAILLY, gérant de la Pharmacie du Mail,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande effectuée sous le numéro 180852 par laquelle FAUCHET pour le compte de ENEDIS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant FAUCHET pour le compte de ENEDIS à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise FAUCHET pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE MARSANNAY que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise FAUCHET est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 51 au 53 RUE DE MARSANNAY (Chenôve) sur trottoir, sur chaussée et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise FAUCHET doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise FAUCHET a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise FAUCHET devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera

dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale
- L'entreprise FAUCHET
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 180852 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise FAUCHET pour le compte de ENEDIS

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise FAUCHET à installer le chantier relatif à la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'électricité que doit réaliser l'entreprise FAUCHET pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE MARSANNAY

ARRÊTE**Article 1****A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX CIRCULATION ALTERNEE, LIMITATION DE VITESSE, NEUTRALISATION DE VOIE et INTERDICTION DE STATIONNEMENT**

du 51 au 53 RUE DE MARSANNAY (Chenôve). Le 18/10/2018, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons doivent emprunter le trottoir d'en face. La signalisation "Piétons, traversez" est mise en place au niveau des traversées piétons de part et d'autre du chantier.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), réglé par feux tricolores.

La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise FAUCHET.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale
- L'entreprise FAUCHET

- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 180778 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SNCTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE MAXIME GUILLOT

ARRÊTE**Article 1****A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX****CIRCULATION ALTERNEE, NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE**

du 89 B au 91 RUE MAXIME GUILLOT du côté impair (Chenôve), à compter du 19/10/2018 jusqu'au 26/10/2018, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SNCTP.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
 - Monsieur le Directeur de la Police Nationale
 - Police Municipale
 - L'entreprise SNCTP
 - GRDF
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 180778 par laquelle SNCTP pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SNCTP pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE MAXIME GUILLOT

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise SNCTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 89 B au 91 RUE MAXIME GUILLOT du côté impair (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SNCTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SNCTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SNCTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
 - Monsieur le Directeur de la Police Nationale
 - Police Municipale
 - L'entreprise SNCTP
 - GRDF
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande de travaux effectuée sous le numéro 180743 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise Société Contrôle et Maintenance pour le compte de GRDF

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

VU le permis de stationnement autorisant l'entreprise Société Contrôle et Maintenance à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise Société Contrôle et Maintenance pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : BOULEVARD BERNARD PALISSY

ARRÊTE**Article 1****A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
LIMITATION DE VITESSE**

BOULEVARD BERNARD PALISSY (Chenôve)

Angle RD 122 coté Leader Price (10b rue Jean Moulin), À compter du 22/10/2018 jusqu'au 16/11/2018, la vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise Société Contrôle et Maintenance .

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale
- L'entreprise Société Contrôle et Maintenance
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière,

VU la demande effectuée sous le numéro 180743 par laquelle Société Contrôle et Maintenance pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

VU la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant Société Contrôle et Maintenance pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise Société Contrôle et Maintenance pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier BOULEVARD BERNARD PALISSY que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRETE**Article 1**

L'entreprise Société Contrôle et Maintenance est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public BOULEVARD BERNARD PALISSY (Chenôve) Angle RD 122 coté Leader Price (10b rue Jean Moulin) sur trottoir et sur espaces verts, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise Société Contrôle et Maintenance doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise Société Contrôle et Maintenance a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise Société Contrôle et Maintenance devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Police Municipale
- L'entreprise Société Contrôle et Maintenance
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant qu'une rupture de canalisation de l'arrosage automatique nécessite une interdiction d'accès du terrain d'honneur (T1) du stade Léo Lagrange

ARRÊTE**Article 1 :**

Le terrain d'honneur(T1) du stade Léo Lagrange, inondé sur la partie nord suite à la rupture d'une canalisation d'arrosage automatique, est **interdit d'accès jusqu'au 29 octobre 2018, en prorogation de l'arrêté ARST 2018 130 . (terrain impraticable).**

Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de fouille pour la réparation d'une conduite Orange par l'entreprise MS2R il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise MS2R est autorisée à intervenir au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry pour des travaux de fouille pour la réparation d'une conduite Orange.
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piéton.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 15 octobre au 19 octobre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise MS2R sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise MS2R sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise MS2R,

Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation de la « 25ème édition du BOL D'AIR D'AUTOMNE », organisée par l'association Cyclos Randonneurs Dijonnais, le jeudi 1^{er} novembre 2018 il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking de la Maison du Plateau de Chenôve.

ARRÊTE**Article 1 :**

La stationnement est interdit sur le parking de la Maison du Plateau de Chenôve.
Le parking de la Maison du Plateau est réservé pour accueillir les participants de la manifestation de la « 25ème édition du BOL D'AIR D'AUTOMNE », organisée par l'association Cyclos Randonneurs Dijonnais.
Deux places de type PMR, provisoire, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le **jeudi 1^{er} novembre 2018 de 7 heures à 19 heures.**

Article 3 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par le Centre Technique Municipal , sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports,
Monsieur le Président de l'association Cyclos Randonneurs Dijonnais,
Police Municipale,

Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 16/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de mise en accessibilité du Groupe Scolaire Jules Ferry par l'entreprise GAUDRY, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking devant le groupe scolaire.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise GAUDRY est autorisée à intervenir pour des travaux de mise en accessibilité au groupe scolaire Jules FERRY.

5 Places de stationnement, devant le groupe scolaire en face du 23 rue Jules Ferry, seront neutralisées et réservées pour la mise en place des équipements et matériaux.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 22 octobre au 2 novembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise GAUDRY sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise GAUDRY, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise GAUDRY,

Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de création d'un tronçon de réseau par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit des n°4-6 rue Edouard Herriot.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit des n°4-6 rue Edouard Herriot pour des travaux de création d'un tronçon de réseau.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 23 octobre au 9 novembre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,
Police Municipale,
DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement au 30 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement 30 rue Ernest Renan il convient de réserver 2 places de stationnement pour le camion.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 31 octobre au 1er novembre 2018

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 30/10/2018
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association CHENOVE TRIATHLON CLUB (CTC), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le parking du plateau de Chenôve.

ARRÊTE**Article 1 :**

Le stationnement est interdit sur le parking du plateau de Chenôve.
Le parking du plateau de Chenôve est réservé pour accueillir les participants de la manifestation BIKE & RUN organisée par l'association CTC.
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 11 novembre 2018 de 7h à 19h.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association CTC.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association CTC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 30/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la cérémonie commémorative de l'Armistice du 11 Novembre 1918, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

Article 2 :

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 10h00 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- rue Charles Poisot,
- rue Jean Druet,
- rue Alfred Changenet,
- place du Monument,
- place Anne Laprévote,
- place Pierre Meunier.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 11 novembre 2018.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 30/10/2018
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux